INSTITUT NATIONAL DES AFFAIRES STRATÉGIQUES

Observatoire des Ressources Stratégiques

Renouvelable



Mai 2026 - N°2

Synthèse de l'Observatoire des Ressources Stratégique

Le secteur des renouvelables aborde le printemps 2026 sous le signe d'une maturité industrielle paradoxale. En France, la PPE3 fixe un cap ambitieux (60 % d'énergies décarbonées d'ici 2030) soutenu par le TURPE 7, mais la faiblesse de la demande électrique nationale contraint déjà le gouvernement à ralentir les enchères éoliennes terrestres.

Sur les marchés, la surproduction solaire génère un record de 460 heures de prix négatifs en avril, érodant la rentabilité des producteurs au profit des équipementiers de réseau comme Nexans (+58 % sur un an) et des acteurs du stockage. Les 14,2 milliards d'euros de M&A au premier quadrimestre illustrent la rotation d'actifs qui s'impose comme levier de financement prioritaire des utilities européennes.

La souveraineté industrielle s'affirme enfin comme fil conducteur transversal : critères de contenu local du NZIA, sécurisation des terres rares, montée en puissance des Gigafactories de Dunkerque et lancement de la concertation sur le gazoduc H2Med structurent une transition de plus en plus définie par ses dépendances stratégiques autant que par ses objectifs climatiques.

CONTRIBUTEURS



Martin de VIRY
Président de L'ORS



Romain KADOURI
Secrétaire général
Commission Énergie et Environnement (CEE)



Maeva LE MOAL
Secrétaire général
Commission Énergie et Environnement (CEE)

INAS
INSTITUT NATIONAL DES AFFAIRES STRATÉGIQUES

Sommaire

ACTUALITÉS RENOUVELABLE

- Actualités de marché p.4
- La PPE3 p.5
- Analyse des prix p.6
- Souveraineté et chaîne de valeur p.7

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

- Performance boursière p.8
- Fusion et acquisition p.9
- Investissements p.10

ACTUALITÉ POLITIQUE

- Politique nationale p.11
- Politique de l'Union Européenne p.12

FOCUS ENTREPRISE DU MOIS & ÉVÈNEMENTS

- Entreprise du mois p.13
- Dates clés p.14
- Évènements à venir p.15

ACTUALITÉS RENOUVELABLE
Actualités de marché

- Le décret n° 2026-76 du 12 février 2026 actant la PPE 3 vise 60 % d'énergies décarbonées dans le mix français d'ici 2030. Cette trajectoire impose une sortie accélérée des fossiles (avec un arrêt du pétrole en 2045 et du gaz en 2050) compensée par un déploiement massif de l'éolien en mer, du solaire et un doublement de l'objectif biométhane à 44 TWh. Ce pivot industriel s'appuie sur le nouveau tarif TURPE 7 dès le 1er avril 2026 pour financer les raccordements nécessaires à l'électrification des usages et à la souveraineté nationale.

- Face à un écart de compétitivité de 30 à 40 % avec l'industrie chinoise, l'Union Européenne durcit le ton en avril 2026. Le plan de réindustrialisation "Made in Europe" suscite de vives tensions avec Pékin, alors que Bruxelles conditionne désormais certaines aides au déploiement des pompes à chaleur à des critères de performance environnementale et de provenance européenne dès septembre 2026.

- Le projet de gazoduc H2Med (BarMar) entre Barcelone et Marseille franchit une étape décisive avec le lancement de la concertation publique le 5 mai 2026. Reconnu comme Projet d'Intérêt Commun (PIC) par l'UE, cette infrastructure est au cœur de la stratégie de souveraineté pour acheminer l'hydrogène vert vers les bassins industriels français comme Fos-sur-Mer.

- Le marché européen de l'électromobilité confirme sa maturité au printemps 2026, les véhicules 100 % électriques représentant désormais 29 % des ventes totales en mars. La PPE 3 accompagne ce mouvement avec un objectif de 170 000 bornes de recharge publiques pour soutenir l'interdiction de vente des véhicules thermiques prévue pour 2035.

- Malgré l'ambition globale, le gouvernement ajuste le déploiement de l'éolien terrestre avec seulement 800 MW mis aux enchères en 2026, contre plus de 900 MW les années précédentes. Ce ralentissement est justifié par une consommation d'électricité nationale qui peine à décoller, forçant un pilotage plus fin des capacités intermittentes.

INAS
INSTITUT NATIONAL DES AFFAIRES STRATÉGIQUES

ACTUALITÉS RENOUVELABLE
La PPE3

PPE3 — Programmation pluriannuelle de l'énergie (2026–2035)
Objectif : neutralité carbone 2050 · Mix ~60 % bas-carbone en 2030

Sécurité d'approvisionnement	Maîtrise des prix	Lutte climatique
Souveraineté énergétique	Compétitivité et pouvoir d'achat	Réduction des fossiles

Réduction de la consommation finale d'énergie

2023	*2030*	*2035*	
1510 TWh	**1243 TWh**	**1100 TWh**	*-50% vs 2023*
~60 % fossile	~40 % fossile	~30 % fossile	

Production d'électricité décarbonée

Nucléaire
2023 : 56 réact. · 320 TWh
2030 : 57 réact. · 380 TWh
Relance EPR2 et +60 ans

Solaire photovoltaïque
2023 : 19,3 GW · 23 TWh
2030 : 48 GW · 59 TWh
2035 : 55–80 GW · ~98 TWh

Éolien terrestre
2023 : 21,9 GW · 49 TWh
2030 : 31 GW · 68 TWh
2035 : 35–40 GW · ~91 TWh

Éolien en mer
2030 : 3,6 GW · 14 TWh
2035 : 15 GW · 59 TWh

Hydroélectricité
2023 : 25,9 GW · 54 TWh
2035 : 28,7 GW · ~54 TWh

Total élec. décarbonée
2023 : 458 TWh
2030 : 585 TWh
2035 : 693 TWh

Filières non électriques

Chaleur renouvelable
2023 : 172 TWh
2030 : 297 TWh
2035 : 328-421 TWh

Biométhane
2023 : 9 TWh
2030 : 44 TWh
2035 : 47-82 TWh

Biocarburant
2023 : 38 TWh
2030 : 55 TWh
2035 : 70-90 TWh

Hydrogène
2023 : 0 GW
2030 : <4.5 GW
2035 : <8 GW

Principaux leviers d'action

Appels d'offres
EnR : AO régulières par filière

Efficacité énergétique
2MaPrimeRenov'
CEE, rénovation

Fonds Chaleur
820 M€/an

Électrification des usages
Mobilité, industrie, bâtiments

Objectif final : neutralité carbone à l'horizon 2050
Cohérence SNBC · Directive européenne sur l'efficacité énergétique (DEE)

ACTUALITÉS RENOUVELABLE
Analyse des prix

Marchés Spot et électricité



Prix négatifs et record de "Duck Curve" : En avril 2026, l'Europe a atteint un sommet historique de 460 heures de prix négatifs sur le marché EPEX Spot, avec des creux plongeant jusqu'à -25 €/MWh lors des week-ends ensoleillés. Cette saturation fait chuter le "taux de capture" des producteurs solaires à 65 % du prix moyen, imposant un arbitrage en faveur du stockage.

Arbitrage Carbone (EU ETS) : Le prix du quota de CO2 sur le marché européen se maintient à 85 €/tonne, garantissant la compétitivité du renouvelable face aux centrales à gaz dont le coût marginal reste supérieur à 110 €/MWh.





Contrats PPA (Power Purchase Agreements) : Le prix moyen de signature des PPA "Corporate" en France s'est stabilisé à 78 €/MWh pour le solaire photovoltaïque et 82 €/MWh pour l'éolien terrestre.

Source : Ember - European Electricity Review 2026, ICE Endex - Carbon Futures, Pexapark - European PPA Price Index

Coûts de Production et Régulation



Coût Nivelé (LCOE) de l'Offshore : Le LCOE moyen de l'éolien en mer en Europe s'établit entre 65 et 85 €/MWh pour les parcs entrant en construction cette année. Ce chiffre intègre une hausse de 15 % par rapport à 2022, provoquée par l'augmentation des coûts de l'acier et des taux d'intérêt qui pèsent sur le service de la dette des projets.

Régulation Tarifaire TURPE 7 : Au 1er avril 2026, la nouvelle structure tarifaire TURPE 7 de la CRE introduit une hausse de la composante injection pour financer les 96 milliards d'euros d'investissements réseau nécessaires d'ici 2035. Cette modification impacte la rentabilité nette des projets de 1,2 à 2 €/MWh selon la zone de raccordement.





Valeur du Biométhane : Le prix de référence pour l'achat du biométhane injecté en France est maintenu autour de 105 €/MWh via les tarifs d'achat garantis. Ce prix permet un arbitrage favorable par rapport au GNL importé, tout en visant l'objectif de la PPE 3 de sécuriser 44 TWh de production annuelle d'ici 2030.

Source : WindEurope - Intelligence Sectorielle 2026, CRE - Délibération TURPE 7, GRDF - Tableau de bord biométhane / Observatoire de la PPE

ACTUALITÉS RENOUVELABLE
Souveraineté et chaîne de valeur

Ressources Critiques et Économie Circulaire



Tensions sur les métaux de la transition : L'expansion des réseaux et du stockage maintient les stocks mondiaux de cuivre à des niveaux critiques, avec un prix avoisinant les 10 500 $/tonne en mai 2026. Cette volatilité, couplée aux restrictions d'exportation de certains pays, pèse sur les marges des fabricants européens de batteries.



Sécurisation des terres rares : L'Union européenne accélère ses accords bilatéraux pour sécuriser le néodyme et le dysprosium, visant à réduire sa dépendance de 90 % vis-à-vis de la Chine. Ces métaux sont indispensables à la fabrication des aimants permanents pour l'éolien offshore, pilier de la trajectoire PPE 3.



Valorisation de la "Black Mass" : Le prix de ce résidu de broyage riche en lithium, nickel et cobalt a bondi de 12 % au T1 2026 sur le marché européen. Cette dynamique soutient l'émergence d'une filière de raffinage secondaire en France, dont l'objectif est de recycler 25 % des besoins en terres rares d'ici 2030.

Source : LME (London Metal Exchange), IEA - Critical Minerals Market Review 2026, Commission Européenne, Critical Raw Materials Act (CRMA) Implementation Report 2026, ADEME, Observatoire des filières de recyclage et de l'économie circulaire 2026

Souveraineté Industrielle et Infrastructures



Critères de résilience du NZIA : En France, les nouveaux appels d'offres photovoltaïques pénalisent désormais les projets utilisant plus de 50 % de composants extra-européens. Ces clauses de résilience favorisent directement les manufacturiers locaux en ligne avec les objectifs de souveraineté industrielle du Net-Zero Industry Act.



Essor des Gigafactories : La montée en puissance du pôle de Dunkerque porte le taux d'autosuffisance européen pour les cellules de batteries vers une cible de 90 % d'ici 2030. Ce déploiement est vital pour accompagner la mobilité électrique, qui représente 29 % des ventes de véhicules en Europe ce printemps.



Goulots d'étranglement éolien : Pour atteindre 45 GW d'éolien offshore d'ici 2050, la France doit investir 2,5 milliards d'euros dans ses ports d'ici 2030. En mai 2026, la saturation des quais au Havre et à Saint-Nazaire génère déjà des surcoûts logistiques estimés à 1,5 €/MWh sur les parcs en construction.

Sources : Règlement Net-Zero Industry Act (NZIA), European Battery Alliance (EBA), WindEurope, Port Infrastructure for Offshore Wind Expansion Report 2026, France Renouvelables - Note de conjoncture sur les goulots logistiques de l'éolien en mer, mai 2026

ACTUALITÉS FINANCIÈRES
Performance boursière

	Données Financières					Performance Boursière		
(en millions €)	Pays	Capitalisation	VE	VE/EBITDA NTM	Marge EBITDA	1M	3M	12M
Producteurs (IPPs)								
Orsted	DK	22 100	36 400	7,8x	34%	-2%	5%	-8%
Neoen	FR	6 150	8 900	13,2x	72%	4%	12%	18%
EDP Renovaveis	ES	15 400	24 100	9,1x	65%	-1%	2%	4%
Voltalia	FR	1 080	2 320	10,5x	40%	2%	-5%	-15%
Équipementiers								
Vestas	DK	31 200	32 800	16,4x	12%	8%	15%	35%
Nordex	DE	3 650	4 100	8,2x	7%	5%	10%	25%
Nexans	FR	5 450	6 100	8,5x	13%	6%	20%	45%
Meyer Burger	CH	180	320	N/A	-10%	-15%	-30%	-85%
Transition & Tech								
Lhyfe	FR	310	260	N/A	-38%	2%	-10%	-20%
Alfen	NL	840	920	12,5x	14%	4%	18%	12%
Schneider Electric	FR	138 500	152 000	18,1x	23%	3%	8%	32%

ANALYSE GLOBALE : LE SECTEUR À LA LOUPE

Le marché des énergies renouvelables est marqué par un basculement de la rentabilité des producteurs vers les équipementiers de réseaux. La saturation des capacités de raccordement en Europe crée une rente pour les fabricants de câbles et d'éolien offshore, dont les carnets de commandes sont complets jusqu'en 2030. Cette situation permet aux industriels d'imposer leurs prix malgré l'inflation.

ANALYSE DES PERFORMANCES

Nexans affiche une progression de +45 % sur un an, portée par sa domination sur le segment de la haute tension sous-marine. Le groupe bénéficie d'une position de passage obligé pour les interconnexions européennes et les projets structurants comme BarMar. Sa marge EBITDA de 11 % confirme sa capacité à monétiser la rareté technologique de ses infrastructures de raccordement.

Le titre Alfen confirme son redressement avec une hausse de +18 % sur trois mois. Le groupe néerlandais profite de l'accélération des investissements dans les Smart Grids et de la stabilisation de la demande pour ses solutions de stockage stationnaire. La rentabilité du segment "Energy Storage Systems" compense la pression sur les marges des bornes de recharge domestiques.

.

ACTUALITÉS FINANCIÈRES
Fusions et acquisitions

Stratégie de rotation d'actifs

La rotation d'actifs s'est imposée comme le levier de financement prioritaire des Utilities européennes pour maintenir leur capacité d'investissement. Le volume consolidé des transactions M&A (fusions-acquisitions) dans le secteur renouvelable en Europe a atteint 14,2 milliards d'euros sur le premier quadrimestre 2026.



Multiples de transaction : Les actifs solaires bénéficiant de tarifs sécurisés se négocient sur une fourchette comprise entre 13,8x et 15,2x l'EBITDA [2].

Compression des rendements : Le coût moyen pondéré du capital (WACC) pour les projets photovoltaïques matures en France s'est établi à 5,4 %, marquant une baisse de 70 points de base en un an [3].



Sources : [1] BloombergNEF, Renewable Finance Tracker 2026, [2] Index Pexapark, mai 2026, [3] Banque de France, Note de conjoncture transition énergétique 2026, [4] Goldman Sachs Commodities Research 2026

Opérations marquantes

- **TotalEnergies & AllianzGI** : Cession de 50 % d'un portefeuille de stockage (BESS) de 789 MW en Allemagne, valorisant l'actif à environ 420 millions d'euros (Source : Rapport financier TotalEnergies Q1 2026).

- **Statkraft & Energy Infrastructure Partners (EIP)** : Statkraft a finalisé la vente de 40 % de son portefeuille éolien terrestre au Chili et au Brésil pour 1,1 milliard d'euros afin de refinancer ses projets offshore en Mer du Nord (Source : Statkraft Q1 Investor Update 2026).

- **Iberdrola & Norges Bank** : Extension de leur alliance stratégique avec la cession de 49 % d'un nouveau portefeuille de 1,3 GW d'actifs solaires et éoliens en Espagne et au Portugal pour 1,2 milliard d'euros (Source : Communiqué Iberdrola, mars 2026).

- **Engie & CDPQ** : Partenariat renforcé via la cession de 30 % des parts d'un ensemble d'infrastructures de transport d'énergie décarbonée, générant un apport de cash net de 600 millions d'euros pour le groupe (Source : Engie Strategic Review 2026).

ACTUALITÉS FINANCIÈRES
Investissements

Le marché de la dette et le financement de projet

L'accès au crédit pour les projets EnR reste fluide malgré un environnement de taux stables, grâce à une prime de risque réduite sur les technologies matures.

Solaire Photovoltaïque
4,2 Md€ (+18% T1 2025)
(source : BloombergNEF, Renewable Finance Tracker 2026)

Éolien (Terrestre & Offshore)
5,8 Md€ (+12% sur un an)
(source : WindEurope Intelligence Finance 2026)

Biométhane
1,1 Md€ (+25% T1 2025)
(source : Observatoire GRDF 2026)

Stockage et Flexibilité
1,9 Md€ (+32% sur un an)
(source : BloombergNEF, Renewable Finance Tracker 2026)

Analyse Financière de la "Vallée de la Batterie"

Le financement des capacités de production remplace progressivement le financement des parcs comme moteur de croissance du Capex industriel en France.

Investissements cumulés à Dunkerque : L'enveloppe globale investie dans les Gigafactories du pôle de Dunkerque s'élève à 7,2 milliards d'euros à la mi-2026. Ce pôle concentre les investissements massifs de consortiums industriels majeurs aux côtés de l'État : ACC (Stellantis, Mercedes-Benz et TotalEnergies), Envision AESC (partenaire de Renault), Verkor (soutenu par Renault et Schneider Electric) et le groupe taïwanais Prologium. Les aides d'État autorisées sous le régime IPCEI (Projets Importants d'Intérêt Européen Commun) représentent 22 % du financement total de ces infrastructures [1][2].

Point mort financier : Avec une pénétration des véhicules électriques à 29 % du marché [3], le taux d'utilisation des usines dépasse désormais les 85 %, garantissant une rentabilité opérationnelle d'ici fin 2027

Sources : [1] Bilan industriel du Ministère de l'Économie et des Finances 2026, [2] Registre des aides d'État de la Commission Européenne 2026, [3] Statistiques ACEA, mars 2026, [4] Goldman Sachs Commodities Research 2026

ACTUALITÉS POLITIQUES
Politique nationale

Cadre réglementaire et souveraineté

Loi sur l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) : En mai 2026, validation des cartographies préfectorales ("zones d'accélération", ZAER). Ce cadre permet de réduire les délais d'instruction pour les projets solaires et éoliens situés dans ces zones identifiés par les communes.

Tarification TURPE 7 et financement des réseaux : La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) a déployé au 1er avril 2026 la nouvelle structure tarifaire TURPE 7. Ce pivot réglementaire est conçu pour lever les 96 milliards d'euros nécessaires d'ici 2035 afin d'adapter les réseaux d'Enedis et de RTE à l'injection massive d'énergies renouvelables intermittentes.

Standardisation du raccordement au réseau : Le gouvernement français a publié en avril 2026 de nouveaux arrêtés simplifiant les procédures de raccordement pour les installations d'autoconsommation collective. Cette mesure vise à stabiliser les coûts de connexion pour les PME et les copropriétés, dont les délais d'attente moyens sont passés de 12 à 8 mois en un an.

Débats et enjeux politiques

Tensions sur le modèle de "Merit Order" : Avec le record de 460 heures de prix négatifs en avril 2026, un débat parlementaire s'est ouvert sur la nécessité de réformer la formation des prix de marché. Les élus discutent de nouveaux mécanismes de capacité pour rémunérer la disponibilité des batteries, alors que le revenu des parcs solaires a chuté à 65 % du prix moyen du marché.

Financement de la Transition et Pouvoir d'Achat : L'ajustement des tarifs réseau au 1er août 2026 reste un sujet sensible à l'Assemblée nationale. Ouvert en avril, le débat porte sur l'équilibre entre la nécessité de financer les infrastructures de raccordement (logistique portuaire, lignes haute tension) et la volonté de maintenir des prix de l'électricité compétitifs pour les industriels face à la volatilité du marché Spot.

Réforme des garanties de raccordement pour l'industrie : Dace à la saturation du réseau RTE, un débat émerge sur la priorité d'accès aux postes sources. Des parlementaires proposent de privilégier les projets stratégiques (Gigafactories, sites SEVESO) au détriment des parcs renouvelables isolés. Les développeurs EnR dénoncent un risque de blocage pour plusieurs gigawatts de projets solaires déjà sécurisés.

ACTUALITÉS POLITIQUES
Politique européenne

Cadre réglementaire et souveraineté

Finalisation du Net-Zero Industry Act (NZIA) : En mai 2026, l'entrée en vigueur des actes délégués précise les critères de "contenu local" pour les technologies renouvelables. Les projets dont plus de 50 % des composants proviennent de pays tiers voient leur score de résilience pénalisé dans les enchères publiques.

Règlement Méthane et Importations : L'Europe impose désormais des normes de surveillance strictes (LDAR) pour toutes les importations d'énergie, y compris pour les gaz renouvelables et l'hydrogène. Ce cadre réglementaire oblige les partenaires commerciaux de l'UE à s'aligner sur les standards de transparence sous peine de sanctions financières, impactant directement les corridors d'approvisionnement comme le TSGP.

Objectifs du "Critical Raw Materials Act" (CRMA) : La Commission Euro. valide en mai 2026 les premiers "Projets Stratégiques" de raffinage sur le sol européen. L'objectif est d'atteindre 40 % de transformation locale des métaux critiques (lithium, néodyme) d'ici 2030 pour sécuriser les chaînes de valeur des Gigafactories et de l'éolien offshore.

Débats et enjeux européens

Réforme du marché de l'électricité et prix négatifs : Un débat majeur oppose les États membres sur la gestion de l'inframarginalité face à la multiplication des heures de prix négatifs (460 heures en avril 2026). Certains pays réclament une refonte du "Merit Order" pour mieux rémunérer la flexibilité et le stockage plutôt que la simple injection d'énergie fatale.

Arbitrage Carbone (EU ETS) et Compétitivité : La bataille politique s'intensifie autour du maintien du prix du carbone à 85 €/tCO2. Tandis que l'industrie électro-intensive alerte sur un risque de désindustrialisation, les partisans de la transition défendent ce signal-prix comme l'unique levier pour garantir la rentabilité des investissements dans l'hydrogène vert et le biométhane.

Financement des interconnexions (H2Med) : La répartition des coûts du corridor H2Med (BarMar) entre la France, l'Espagne et l'Allemagne reste un point de tension diplomatique. Le débat porte sur le niveau de subvention publique européenne nécessaire pour atteindre la cible de 2 millions de tonnes d'hydrogène transportées annuellement sans faire exploser les tarifs de transport pour les utilisateurs finaux.

INAS
INSTITUT NATIONAL DES AFFAIRES STRATÉGIQUES

INNOVATION & FOCUS ENTREPRISE DU MOIS

Entreprise du mois

Idex est une société française spécialisée dans les services à l'énergie et la décarbonation, détenue majoritairement par le fonds d'investissement européen Antin Infrastructure Partners. Elle s'inscrit aujourd'hui comme un acteur indépendant et un leader de la transition énergétique locale à travers l'exploitation de réseaux de chaleur et de froid, ainsi que l'optimisation de l'efficacité énergétique des bâtiments et des industries.

Idex : une entreprise intégégrée

Production d'énergie

25 Unités de production d'énergie

- Biomasse
- Chaleur fatale
- Photovoltaïque

Valorisation des déchets

14 Unités de valorisation des déchets

Distribution d'énergie

78 Réseaux de chaleur et de Froid

Optimisation d'énergie finale

18 000 Infrastructures énergétiques batimentaires

- Pompe à chaleur
- Géothermie
- Bornes de recharge

Présentation de la stratégie

Portée par la transition énergétique, Idex frôle aujourd'hui les 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Cette expansion repose sur la solidité financière du fonds Antin Infrastructure Partners, un levier crucial pour supporter le coût des grands projets d'infrastructure. Ce modèle économique s'avère résilient grâce à des revenus sécurisés sur 15 à 25 ans via des contrats à long terme (DSP, CPE).

Environnement

-13%

Baisse des émissions de gaz à effet de serre entre 2023 et 2024

Résultats financiers

Excédent Brut d'exploitation (2024)

182 M€ (+20% vs. 2023)

Investissement (2024)

288 M€ (+8,3% vs. 2023)

INNOVATION & FOCUS ENTREPRISE DU MOIS

Dates Clés

01 Mai 2026 : Bascule du financement du Biogaz Entrée en vigueur du nouveau mécanisme comptable : le soutien au biométhane est désormais financé par l'accise sur les carburants pétroliers. Ce transfert est crucial pour stabiliser la filière qui vise 20 TWh injectés d'ici 2030.

07 Mai 2026 : Publication du "Renewables Market Update" (AIE) Rapport mondial de référence ajustant les prévisions de capacités. En 2026, l'accent est mis sur les turbines éoliennes de nouvelle génération (15-20 MW), marquant le nouveau standard industriel pour l'offshore.

12 Mai 2026 : Premier bilan trimestriel de la PPE 3 : trois mois après le décret n° 2026-76, le Gouvernement évalue les premiers indicateurs de trajectoire. Ce rapport vérifie si le rythme d'attribution des projets éoliens et solaires permet d'atteindre 60 % d'énergies décarbonées d'ici 2030.

15 Mai 2026 : Souveraineté et nouvelles modalités PV : le Gouvernement publie les critères des futurs appels d'offres solaires. Fait majeur : l'introduction d'un critère de résilience imposant la diversification des sources d'approvisionnement des composants essentiels des panneaux.

20 Mai 2026 : FID du Parc offshore "Horizon" : décision finale d'investissement pour ce projet majeur en France. Ce bouclage financier de plusieurs milliards d'euros valide l'efficacité des nouveaux mécanismes de réduction des risques-prix post-ARENH.

20-25 Mai 2026 : Résultats des enchères de l'Innovation Fund (IF25) par la Commission européenne. Annonce des lauréats pour l'enveloppe de 1,3 milliard d'euros dédiée à l'hydrogène renouvelable. Un signal fort pour la filière avec une capacité potentielle d'électrolyse visée de 4,3 GWe.

26 Mai 2026 : Nouveaux outils de gestion de la volatilité (EEX) Lancement de dérivés électriques à court terme sur la bourse européenne. Ces instruments sont vitaux pour les acteurs du marché devant gérer l'intermittence croissante du mix énergétique européen.

31 Mai 2026 : Échéance administrative MACF (CBAM) : date limite pour les déclarations annuelles d'importations carbonées. Cette étape marque la fin de la tolérance pour le reporting rigoureux sur l'électricité et l'hydrogène importés en Europe.

INNOVATION & FOCUS ENTREPRISE DU MOIS

Évènements à venir

Date	Lieu	Organisateur	Description de l'évènement	Lien
05-05 Mai 2026	Bruxelles	SolarPower Europe	*Sommet international : stratégie solaire, résilience industrielle, supply chain*	*Lien*
06 Mai 2026	Bruxelles	Comm. Européenne	*Événement institutionnel : politiques énergétiques, financement, décarbonation*	*Lien*
11-12 Mai 2026	Paris	WASET	*Rencontre sectorielle : nucléaire, biomasse, stockage d'énergie*	*Lien*
13-14 Mai 2026	Glasgow	All-Energy	*Salon professionnel : exposants, bas-carbone, networking EnR*	*Lien*
14-17 Mai 2026	Colmar	Foire Éco-Bio	*Forum / table ronde : habitat écologique, transition locale, EnR*	*Lien*
19-20 Mai 2026	Nantes	Seanergy Paris	*Rencontre sectorielle : éolien offshore, énergies marines, projets*	*Lien*
19-21 Mai 2026	Rotterdam	SEC	*Sommet international : hydrogène vert, innovations, politiques publiques*	*Lien*
19-22 Mai 2026	La Haye	EUBCE	*Sommet international : biomasse, bioéconomie, recherche & innovation*	*Lien*
21 Mai 2026	Paris	SER	*Événement institutionnel : réglementation, financement EnR, PPE 3*	*Lien*

NOS RÉSEAUX
Pour nous suivre / contacter

Notre site web :
https://inas-france.fr
Vous y retrouverez nos articles et l'entièreté de nos publications

CÉE
COMMISSION DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT
INAS

INAS
INSTITUT NATIONAL DES AFFAIRES STRATÉGIQUES



Martin DE VIRY
Président de L'ORS
mdeviry@gmail.com



Romain KADOURI
Secrétaire général
Commission Énergie et Environnement (CEE)
r.kadouri@inas-france.fr



Maeva LE MOAL
Secrétaire général
Commission Énergie et Environnement (CEE)
maevavainuilemoal@gmail.com